



Chapitre I-15

LOI SUR L'INTERDICTION DE SUBVENTIONS MUNICIPALES

Aide municipale prohibée.

1. Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible dans une loi générale ou spéciale, aucune municipalité ne peut, ni directement, ni indirectement, venir en aide à un établissement industriel ou commercial, autrement que de la façon prévue à la Loi sur les fonds industriels (chapitre F-4), et notamment, sans restreindre en rien la généralité des termes précédents, elle ne peut venir en aide en aucune des manières suivantes, savoir:

1° En prenant et souscrivant des actions d'une compagnie formée pour cet objet;

2° En donnant ou prêtant de l'argent ou autre valeur ou en donnant la jouissance ou la propriété d'un immeuble;

3° En garantissant, par endossement ou autrement, une somme d'argent empruntée;

4° En accordant une exemption de taxes à un établissement industriel ou commercial.

Exception.

Cependant toute municipalité, autre qu'une municipalité de cité ou de ville, peut, par règlement, contribuer, au moyen d'un emprunt ou autrement, à pas plus qu'à la moitié du coût de l'installation, dans et en dehors des limites de la municipalité, des poteaux, fils, conduits et appareils devant servir à la transmission de l'électricité dans cette municipalité. Ce règlement, même s'il décrète un emprunt, n'est soumis qu'à l'approbation du gouvernement.

S. R. 1964, c. 176, a. 1.

Action en nullité.

2. L'action en nullité d'un règlement ou d'une résolution adopté par un conseil municipal contrairement à la disposition prohibitive de l'article 1 peut être intentée contre la corporation municipale par un contribuable, par toute personne intéressée ou par le ministre des affaires municipales.

S. R. 1964, c. 176, a. 2.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 176 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre I-15 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 176

Chapitre I-15

LOI DE L'INTERDIC-
TION DE SUBVEN-
TIONS MUNICIPALES

LOI SUR L'INTERDIC-
TION DE SUBVEN-
TIONS MUNICIPALES

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 2

1 - 2

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

